

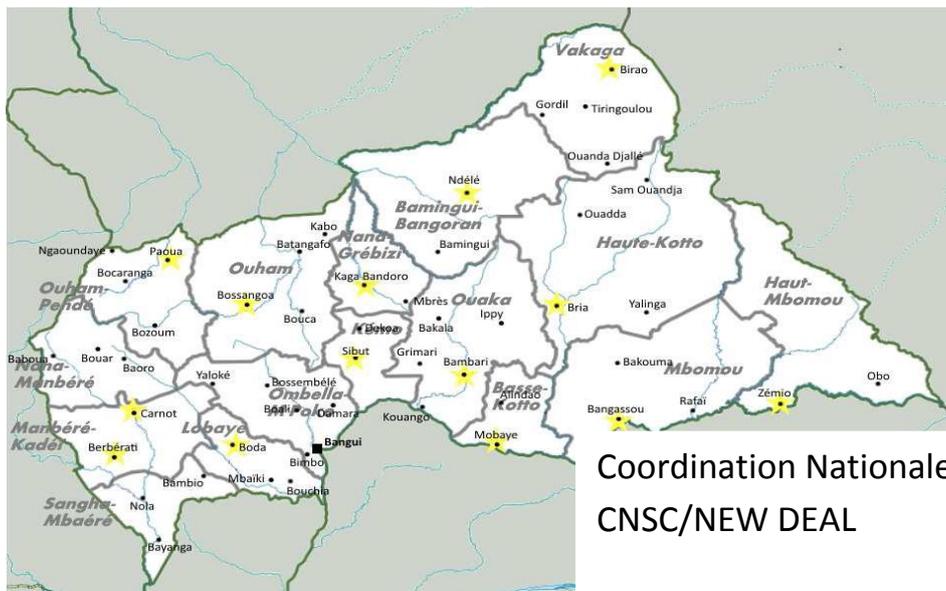


REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE
Unité – Dignité - Travail



**SOUTIEN CITOYEN ET PLAIDOYER DE LA
COALITION NATIONALE DE LA SOCIETE CIVILE
POUR LA MISE EN ŒUVRE DU NEW DEAL
A LA CONFERENCE INTERNATIONALE SUR LA
REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE**

Bruxelles le 17 Novembre 2016



Coordination Nationale de la
CNCS/NEW DEAL

INTRODUCTION

La Coalition Nationale des Organisations de la Société Civile pour le New Deal (CNOSC/New Deal) en République Centrafricaine (RCA) est reconnaissante à la fois envers le peuple centrafricain pour le grand esprit de sacrifice et la grande volonté avec lesquels il a surmonté le poids des crises auxquelles le pays a fait face au cours de ces dernières années d'une part et envers la communauté internationale qui, depuis toutes ces années, a toujours été aux côtés du peuple centrafricain. La CNOSC/New Deal est particulièrement reconnaissante à l'égard de la Mission Multidimensionnelle Intégrée de Nations Unies pour la Stabilisation de Centrafrique (MINUSCA), surtout les affaires civiles, qui lui a apporté le soutien financier et matériel nécessaire à la sensibilisation et l'identification des priorités des communautés locales.

Ces crises militaro-politiques ont freiné l'enracinement de la démocratie et ont plongé le pays dans un long cycle de tensions sociales qui a abouti à des violences et des destructions massives. Les structures économiques et administratives ont été fragilisées et l'autorité de l'Etat s'est effondrée. Le retour à l'ordre constitutionnel et à la stabilité est soutenu par la communauté internationale et a été facilité par le déploiement d'une opération multidimensionnelle de maintien de la paix des Nations Unies composée de 12 000 personnes de la MINUSCA. Ces facteurs ont créé un immense espoir pour que le pays puisse rompre le cycle de fragilité et de crises qu'il connaît depuis son indépendance.

Au nombre de ces défis auxquels l'Etat centrafricain est confronté, il y a aussi la pauvreté de la population, les problèmes d'insécurité, l'absence de la paix et la mauvaise gouvernance. En fait, la préoccupation des populations par rapport à l'abus de pouvoir qu'elles ont subi doit être comprise dans le cadre du déficit des services sociaux et administratifs non disponibles ou peu accessibles à elles.

L'adoption par référendum de la Constitution de décembre 2015 et la tenue des élections législatives et présidentielles libres et transparentes ont consacré le retour à la légalité constitutionnelle en RCA. Cette légalité constitutionnelle est caractérisée par la mise en place et le transfert du pouvoir à des institutions légales comme la Présidence, le Gouvernement et l'Assemblée Nationale.

Pour relever les nombreux défis, les autorités démocratiquement élus propose un plan quinquennal, à travers le Relèvement et la Consolidation de la Paix en République Centrafricaine (RCPCA), visant à sortir le pays de la crise en inscrivant au nombre des priorités une série d'actions notamment dans les domaines de la paix, la réconciliation nationale et la sécurité, le relèvement économique et la restauration de l'autorité de l'Etat.

La population a attendu depuis du fait de la transition avec la conviction de revenir à la légalité, la population a attendu encore du fait que le gouvernement nouveau vient seulement de s'installer, la population attend toujours pour s'impliquer dans la réalisation de ces défis pour la transformation de la RCA.

La Conférence de Bruxelles sur la RCA fournit une occasion importante pour la CNOSC/New Deal puisse soutenir le Gouvernement. La coordination nationale du CNOSC et les membres de l'Equipe Pays, par ce fait s'engagent à jouer pleinement leur rôle. D'autant plus que la RCA est l'un des pays fondateurs du New Deal, élaboré par le Dialogue international sur la

consolidation de la paix et le renforcement de l'État, sous l'égide du g7+, lors du 4^{ème} Forum de Busan sur l'efficacité de l'aide en 2011.

Etabli que les bailleurs internationaux ne peuvent pas consolider la paix et renforcer les États depuis l'extérieur, le New Deal se fonde sur la primauté de l'appropriation nationale. Les pays doivent tout d'abord résoudre les conflits avant de commencer le long processus de reconstruction des institutions et de rétablissement de la confiance entre l'État et la société. Cinq objectifs de consolidation de la paix et de renforcement de l'État (PSG) offrent un cadre pour l'établissement des priorités. Les principes FOCUS et TRUST articulent ce partenariat. Les évaluations de la fragilité sont utilisées pour diagnostiquer les causes profondes des conflits et les cadres qui définissent les priorités appropriées de mises en œuvre par les États pour sortir de la fragilité.

A cet effet, la CNOSC/New Deal, dans toute sa composante, a œuvré efficacement pour que la cohésion sociale revienne, la réconciliation nationale se fasse aux travers d'un vivre ensemble. Elle s'est totalement impliquée dans le processus électoral (sensibilisation à la base et revue/enrichissement de la Constitution, sensibilisation à la base sur l'adhésion au référendum, sensibilisation à l'enrôlement et formation des agents et représentants, observations des élections).

Dans le cadre d'une grande adhésion de la population aux objectifs (PSG) du New Deal aux fins d'une appropriation et d'un accompagnement des politiques publiques de sortie de crise, la CNOSC/New Deal a procédé par deux missions et dans les préfectures, à la dissémination du New Deal, des conclusions de l'évaluation de la fragilité et des priorités retenues par PSG. Un monitoring des recommandations du Forum de Bangui a permis d'échanger avec la population à la base et de recenser les besoins spécifiques locaux additionnels.

Les engagements de la majorité des centrafricains à reconstruire leur pays ont été déterminants et l'objectif visé par tous est la maximisation des dividendes de la paix. L'élection d'un nouveau président de la république est un gage de rupture à la faible présence de l'Etat sur toute l'étendue du territoire, à son incapacité d'assurer ses fonctions régaliennes, à la défiance à l'égard des institutions républicaines, à la récurrence des poches de défaillance de certains accords

L'état de la gouvernance en RCA se caractérise par :

- (i) Une faible présence de l'Etat sur toute l'étendue du territoire ainsi que son incapacité d'assurer toutes ses fonctions régaliennes ;
- (ii) Une défiance à l'égard des institutions républicaines qui ne parviennent pas à jouer pleinement leur rôle de garant du respect des droits humains
- (iii) La récurrence des conflits politico-militaires au cours de ces dernières décennies et l'utilisation de la force comme moyen d'accession au pouvoir ;
- (iv) L'absence d'obligation de rendre compte et le manque de transparence dans la gestion de la chose publique qui sont sources de corruption, de népotisme et de clientélisme.

Pour faire face à ces défis, le gouvernement, avec l'appui de la communauté internationale, a inscrit au nombre des priorités pour le relèvement du pays, une série de réformes notamment dans les domaines de la sécurité, de l'amélioration de la gestion des finances publiques, du renforcement des capacités des institutions républicaines et autres structures participant à la gouvernance, de la déconcentration pour remédier à la sous administration de vastes portions

du territoire national et la décentralisation comme mode de gouvernance au plus près des citoyens.

Le New Deal, institutionnalisé en RCA, est le processus qui semble avoir eu une résonance plus forte en tant que seul outil à disposition pour. Il est ici le cadre où le gouvernement, les donateurs et la société civile peuvent s'aligner ensemble sur des actions pour la priorisation, le séquençage, l'efficacité et la coordination de l'aide en s'inscrivant dans la dynamique des Objectifs du Développement Durable (ODD). Avec la prochaine intégration des ODD dans le processus avec l'appui du Programme des Nations Unies pour la Développement (PNUD) et du MAPS il est proposé un arsenal intégré de services de soutien aux politiques, en cohérence avec les priorités de ses programmes. Le soutien de la CNOSC/New Deal au Gouvernement dans son effort de relèvement et de consolidation de la paix se concentre autour des cinq points suivants assortis de recommandations :

- (i) la paix, la réconciliation nationale et la sécurité,
- (ii) la gouvernance démocratique et la lutte contre la corruption,
- (iii) le genre et la jeunesse,
- (iv) les besoins fondamentaux et humanitaires,
- (v) un environnement favorable pour les organisations de la société civile (OSC)
- (vi) un développement durable inclusif.

1 – LA PAIX, LA RECONCILIATION NATIONALE ET LA SECURITE

Selon les estimations, 6 300 personnes, dont un grand nombre de civils, ont été tuées depuis le début de la crise en décembre 2012, lorsque le groupe armé Séléka, en provenance du nord du pays, a pris d'assaut la ville de Bangui. Des villages et des villes, y compris des quartiers de Bangui, ont entièrement été détruits et brûlés au cours de l'année suivante, et des civils ont été délibérément ciblés et assassinés. Bien que l'éruption de violence n'ait pas eu de fondements confessionnels à l'origine, les dirigeants ont instrumentalisé les clivages religieux pour exploiter les griefs et alimenter l'instabilité.

L'insurrection se poursuivant, les communautés ont décidé de se faire justice eux-mêmes, appelant les populations à former ou rejoindre des groupes armés et à se venger. La destruction des biens, le pillage et des abus graves des droits humains qui s'en sont suivis, commis au suet au vue de tout le monde, ont échappé à toute forme de sanction judiciaire.

Ces événements ont anéanti la confiance de la population envers le système judiciaire, déjà inefficace, politisé et corrompu pour résoudre les contentieux individuels ou collectifs. Ces injustices ont davantage délégitimé l'État et alimenté les frustrations et la discorde. Les groupes armés ont profité de l'absence de l'État en dehors de la capitale Bangui pour consolider leur présence en s'adonnant à des activités criminelles. Le système des chefferies traditionnelles a été progressivement dénaturé, privant les communautés de ce premier échelon administratif qui permettait de régler à l'amiable les litiges et les griefs communautaires. En plus des victimes de la crise récente est venu s'ajouter une longue liste de victimes des crises antérieures, alors que l'État ne reconnaît pas le statut de « victime ». Les traumatismes personnels, communautaires et collectifs sont désormais profondément enracinés. Il est devenu évident que le non règlement des injustices de ces années passées a eu un impact direct sur la paix et la stabilité dans le contexte actuel. Seul un processus de recherche d'une paix globale pourrait contribuer efficacement au règlement du conflit en cours.

La sensibilisation politique et les contacts entre les autorités légitimes et différents groupes armés ont produit peu de résultats tangibles. Une chose est claire: pour forger une paix durable en RCA, il est nécessaire d'aborder les injustices du passé et mettre en œuvre la justice transitionnelle, tout en prenant en compte les réalités et les complexités du conflit. L'implication des victimes dans le règlement du conflit et la prise en compte des besoins des populations vulnérables pourraient fournir plus de sécurité à long terme.

Recommandations

1. concevoir et mettre en œuvre un dialogue national menant à un cadre complet et réactif pour la paix, la réconciliation nationale et la sécurité ;
2. initier et soutenir un processus de paix inclusif aux niveaux local, régional, national et international, qui incluent les victimes du conflit, les OSC et les populations vulnérables ;
3. entreprendre le désarmement, la démobilisation, la réinsertion et le rapatriement (DDRR) des groupes armés illégaux et établir un mécanisme de suivi de la mise en œuvre;
4. restructurer l'armée nationale sur des bases républicaines et pluriethniques;
5. créer et fournir des solutions de remplacement pour empêcher les jeunes de se radicaliser;
6. inclure l'éducation à la paix dans les programmes scolaires et universitaires pour promouvoir une culture de la paix parmi les jeunes ;
7. soutenir et renforcer les capacités des chefferies traditionnelles à assurer une justice transitionnelle de proximité.

2 – LA GOUVERNANCE DEMOCRATIQUE ET LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

La CNOSC/New Deal encourage les efforts du Gouvernement dans la lutte contre la corruption, pour l'amélioration de la transparence et pour le renforcement de la gouvernance démocratique en prenant les dispositions pour rendre opérationnelle la Haute Autorité de la Bonne Gouvernance. Toutefois, il apparaît que la corruption est à l'origine d'énormes dommages sur la stabilité, le malaise économique et la crédibilité du Gouvernement,

L'adoption et la mise en œuvre de points précis, mesurables, réalisables, pertinents et assortis de délais (SMART) pour évaluer les efforts d'amélioration de la gouvernance démocratique pourraient donner confiance à la population et aux bailleurs.

L'adoption de certaines normes internationales et leur mise en œuvre donnerait des gages au peuple et aux bailleurs internationaux que le Gouvernement est crédible. Ces normes sont inscrites dans les institutions internationales telles que le Partenariat Open Gouvernement, les Principes contractantes ouverts (et ses normes de données associées), la Déclaration d'Arusha de l'Organisation mondiale des douanes, l'initiative fiscale d'Addis Abeba, et la Convention des Nations Unies contre la corruption (CNUCC).

Recommandations

1. s'assurer que les propositions anti-corruption recommandées par les OSC sont intégrées dans la stratégie nationale, les textes réglementaires des ministères et des institutions anti-corruption ;
2. faire du suivi par les citoyens une exigence dans tous les plans de lutte contre la corruption (par exemple dans l'exploitation minière et les projets locaux) ;

3. sensibiliser la population à dénoncer la corruption et initier les lois protégeant les dénonciateurs;
4. impliquer, consulter et donner un rôle de surveillance aux OSC centrafricaines compétentes dans les stratégies contre la corruption, les politiques et plans nationaux prioritaires;
5. le Gouvernement doit s'engager, se joindre et respecter les principes internationaux de la CNUCC.

3 – LE GENRE ET LA JEUNESSE

La CNOSC/New Deal apprécie l'ascension, de la première femme en Afrique centrale, à la plus haute fonction du pays de Madame SAMBA PANZA qui a dirigé avec succès la transition de 2013 à 2015. Nous apprécions particulièrement la nomination des femmes, à 22% du total des membres, dans le premier Gouvernement du Président de Faustin Archange TOUADERA. Ce sont des avancées qui méritent d'être poursuivies. Cependant, la CNOSC/New Deal reste préoccupée par l'augmentation du nombre de cas de violence contre les femmes et le petit nombre de poursuites contre les auteurs de ces actes de violence.

Pendant la crise, toutes les parties prenantes au conflit ont pris part à des exactions, notamment la torture, la violence sexuelle envers les femmes et les enfants, le viol et le recrutement et l'exploitation des enfants dans les attaques contre les civils. Selon les estimations, 6 000 à 10 000 enfants, y compris des filles, ont été contraints à rejoindre les groupes armés¹. L'État n'a pas été en mesure d'apporter une réponse adéquate aux victimes de ces abus, particulièrement en matière de soins médicaux et psychologiques aux femmes et aux filles ayant subi des actes de violence sexuelle.

Les enfants et les jeunes sont un élément essentiel dans le développement économique à long terme de la RCA. On estime que plus de 70% la population a moins de 25 ans et fait face à de nombreuses difficultés. Le pays a un nombre élevé d'enfants des rues, qui sont fortement exposés au risque de violence. L'absence de mesures et de lois préventives est l'une des raisons pour lesquelles le nombre élevé de cas de violence sexuelle perpétrés contre les enfants n'est pas puni.

Le chômage affecte gravement les jeunes, en particulier les jeunes diplômés qui sont laissés sans moyens pour subvenir à leurs besoins fondamentaux et ceux de leurs familles. Les faits montrent que les recrues primaires dans les groupes armés sont des jeunes.

Nous recommandons que des mesures quantifiables soient prises pour assurer une participation significative des femmes et des jeunes à tous les niveaux et dans les réformes prévues dans le but de créer une RCA inclusive et autonome.

Recommandations

1. veiller à ce que les nominations des femmes soient fondées sur le mérite et ne sont pas influencés par l'appartenance ethnique, les relations politiques ou le népotisme;
2. maintenir l'élimination de la violence à l'égard des femmes comme une priorité nationale ;
3. initier et appliquer un règlement sur le harcèlement sexuel au travail et dans les établissements d'enseignement pour assurer aux femmes un environnement sûrs;

¹ Estimation de l'UNICEF en 2014

4. fournir le budget nécessaire pour la mise en œuvre de la Résolution 1325 du Conseil de sécurité de l'ONU et mettre en place les plans ministériels intégrés et appropriés ;
5. intégrer l'emploi des jeunes des femmes et des hommes dans toutes les politiques de développement comme une priorité;
6. veiller à la mise en œuvre de la Loi sur l'enfance et la Convention des droits de l'enfant;
7. prévenir l'exploitation sexuelle des jeunes femmes et hommes dans les centres de détention, les forces de sécurité et d'autres espaces publics;
8. arrêtez la propagation de l'extrémisme violent chez les jeunes en améliorant la gouvernance et la supervision communautaire.

4 – LES BESOINS FONDAMENTAUX ET HUMANITAIRES

Avec la crise, le système éducatif et de santé de la RCA ont été considérablement affaiblis. Presque 28% des structures de santé ont été partiellement ou entièrement détruites, ou ne fonctionnent pas du fait de l'insécurité ou du manque de médicaments et de matériel. En dehors de la capitale Bangui, il manque environ 2 000 employés qualifiés au total à l'intérieur du pays. Les structures de santé sont manquant dotées de médecins, de sage-femmes, d'infirmiers qualifiés et même d'assistants infirmiers. Le taux de prévalence du VIH/SIDA qui était de 5% en 2010 a certainement augmenté à cause de la crise ; d'autant plus que l'accès aux médicaments et aux vaccins a été gravement entravé entraînant de grandes répercussions sur le bien-être de la population.

Le système scolaire formel a cessé de fonctionner pendant deux années scolaires entières mais certaines écoles ont commencé lentement à reprendre leurs activités normales au début de 2015. La poussée de violence qui a eu lieu à Bangui en septembre 2015 a déclenché de nouvelles perturbations. La crise a accentué l'inégalité des sexes sur le plan de l'accès à l'éducation et a accru la vulnérabilité des filles à l'exploitation et aux abus. La crise a donc accentué les difficultés du secteur de l'éducation, puisque les enseignants non payés ont quitté leurs postes, les structures scolaires ont été pillées ou détruites et des milliers d'enfants ont perdu plusieurs années de scolarisation. Le recrutement et la formation des enseignants ont été interrompus.

L'insécurité alimentaire touche environ 2 millions de personnes dans l'ensemble du pays. De plus, 37 200 enfants de moins de 5 ans souffrent de malnutrition aiguë sévère et modérée² Depuis 2013, environ un tiers de la population centrafricaine a été déplacée et en septembre 2016, 467 000 centrafricains étaient inscrits auprès de l'UNHCR à l'étranger et 385 750 étaient déplacés internes, dont 238 513 vivent encore dans 92 camps³ ; les autres déplacés ont été accueillis par des communautés ou se sont réfugiés en brousse⁴.

La moitié des réfugiés sont au Cameroun, un quart en République démocratique du Congo (RDC), et le reste au Tchad et en République du Congo. Des enclaves se sont formées pendant la crise, enfermant des populations qui se trouvent dans l'impossibilité de s'enfuir par crainte de représailles. Ces communautés, qui doivent être protégées par les forces de maintien de la paix pour leur sécurité, vivent dans des camps confinés sans accès aux services de base. Globalement, on estime à 2 300 000¹⁷ personnes qui ont encore besoin d'une assistance humanitaire en 2016. Un tiers de la population (environ 1 532 000 personnes) vivent encore

²Evaluation des besoins humanitaires, UNOCHA, septembre 2016.

³UNOCHA, septembre 2016

⁴UNHCR, mars 2016

dans l'insécurité alimentaire et se trouvent dans un besoin urgent d'aide⁵. Plusieurs handicapés physiques victimes des conflits n'ont pas été répertoriés.

Répondre aux besoins de base immédiats provoqués par cette crise prolongée est un facteur important dans la lutte pour la réduction de la pauvreté.

Recommandations

1. Concentrer la stratégie sanitaire sur l'extension de la couverture de santé publique dans les régions éloignées, tout en renforçant la qualité et l'inclusivité des soins. Le Ministère en charge de la santé publique devrait accorder une priorité à la santé maternelle en augmentant de manière significative le nombre de personnel de santé des femmes dans les régions éloignées;
2. investir considérablement dans les programmes d'alphabétisation, en particulier pour les femmes dans les zones rurales et les jeunes déplacés, et la réforme du système d'enseignement professionnel en améliorant le programme de formation et les compétences des enseignants et en créant un lien avec le marché du travail;
3. mettre en œuvre la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées, ainsi que son Protocole facultatif;
4. mettre en œuvre les objectifs du développement durable, avec une attention particulière aux personnes handicapées.
5. faire la promotion du travail de la femme rurale par son implication dans les politiques de sécurité alimentaire (l'emploi par l'agriculture, l'utilisation des fonds vert
6. prioriser les questions d'eau, d'électricité et autres besoins sociaux
7. développer des politiques de réduction des flux migratoires
8. Permettre une appropriation des compétences des organisations de la société civile nationale par les ONG humanitaires internationales afin de développer un partenariat égal à égal

5 – UN ENVIRONNEMENT FAVORABLE POUR LES OSC

C'est en travaillant dans un environnement favorable que la société civile centrafricaine peut être un partenaire efficace dans la recherche de la paix et du développement socioéconomique de la RCA. La CNOS/New Deal est reconnaissant que Ministère de mise en œuvre du New Deal en RCA l'associe à certaines réunions au cours de divers processus nationaux. Néanmoins, l'observation montre que l'environnement actuel des OSC est encore marqué par des défis.

Le principal obstacle est que les OSC sont hétérogènes et désunies et chaque entité administrative, politique ou organisation internationale choisie sa société civile pour collaborer. Les éléments sous-jacents explicatifs sont : la corruption, l'insuffisance d'expertise technique des membres des OSC, l'inexistence d'un cadre cohérent d'interaction entre le Gouvernement et les OSC, l'accès réduit au financement des bailleurs internationaux, la non inclusion des OSC par rapport au savoir-faire et compétences de leurs membres. Malgré l'existence de textes légaux, les OSC et les médias indépendants sont toujours privés de données fiables et précises.

Bien qu'il soit légitime que les administrations conçoivent et mettent en œuvre les politiques, la CNOSC/New Deal reste préoccupée par une exécution insuffisante du budget national et de l'impact que cela a sur la qualité des services fournis à la population. Le recours à l'expertise sectorielle des OSC et des organisations non gouvernementales (ONG), dans la prestation de services administratifs souples à cause de leur accès facile aux communautés éloignées, est un

⁵Déclaration de Politique Générale du Gouvernement du 07 juin 2016

précieux atout. Le Gouvernement devrait embrasser la diversité des voix de la société civile plutôt que de chercher une voix unifiée. Il ne devrait pas attendre à recevoir des solutions très appropriées, de la part des OSC, pour des questions aussi complexes auxquelles fait face le pays. Pour faciliter les consultations, la société civile doit être soutenue financièrement et techniquement et il faudra établir un mécanisme de coordination efficace pour permettre un échange continu d'informations et d'expertise.

L'existence d'un espace civique et la poursuite des initiatives des OSC efficaces dépendent principalement de la sécurité et du financement. Les attaques contre les militants de la société civile et les droits de l'homme ainsi que le personnel des médias et des fournisseurs de services par les groupes d'opposition armés, des criminels et des éléments pro-gouvernementaux ont coûté de nombreuses vies et a réduit l'efficacité de l'apport des OSC. La CNOSC/New Deal craint que les initiatives internationales de financer les OSC ne leur parviennent pas. D'autant plus que les OSC et les ONG nationales sont incapables de répondre aux normes bureaucratiques très complexes imposées pour ces financements (les fonds békou).

Recommandations

1. protéger l'espace civique en fournissant un soutien technique et financier aux OSC indépendantes tout en facilitant les exigences administratives complexes et en catalysant un mécanisme de suivi et d'évaluation internes au sein de la société civile;
2. veiller à ce que les acteurs de la société civile soient protégés de toute ingérence dans leur travail légitime, des acteurs politiques, des représentants du gouvernement et des groupes armés, à travers le respect du droit international humanitaire et des lois nationales;
3. faire respecter les textes d'accès à l'information et poursuivre les auteurs de violences contre la société civile et des activistes des médias ;
4. faciliter l'information et le soutien financier afin que la société civile puisse suivre et surveiller les engagements nationaux pris et participer à l'évaluation de leur mise en œuvre.
5. utiliser le dialogue comme instrument de changement dans le pays

6 -UN DEVELOPPEMENT DURABLE INCLUSIF

La RCA, qui a connu une croissance économique faible mais stable entre 2004 et 2012 résultant d'une bonne gestion macroéconomique et des avancés dans les réformes structurelles, a vu son économie s'effondré avec la crise. En 2014, le Revenu national brut (RNB) par habitant, soit 600 USD (PPA), était le plus faible au monde, équivalent à son niveau de 1990. Les finances publiques du pays ont connu une crise qui a accentué la faible capacité de l'État à fournir les services de base. Le paiement des salaires et des retraites de la fonction publique a été suspendu pendant la majeure partie de 2013.

Le taux actuel de croissance de 5,2% est incompatible avec le nombre de jeunes rejoignant le marché du travail chaque année. Ceci aura un impact non négligeable sur les normes de revenu et de vie⁶. Les prévisions d'un taux de croissance économique annuel de 7% et d'un taux d'inflation de 3% pour les 5 ans à venir, ne peuvent suffire pour résorber l'énorme besoin de la population⁷. Le Gouvernement devrait présenter des plans et des engagements à long terme clairs qui permettront de créer plus d'emplois. Ceci sera impossible sans la facilitation des opportunités d'investissement pour booster le secteur privé.

⁶ 9^{ème} Réunion du Groupe International de Contact sur la RCA

⁷ Déclaration de Politique Générale du Gouvernement du 07 jin2016

Le manque d'infrastructures suffisantes, une approche inadéquate de l'exploitation des ressources naturelles et un manque de soutien juridique sont les principaux obstacles à la croissance économique durable. La recherche régionale d'une solution aux problèmes de transport en commun est l'une des principales obstacles à l'évolution économique à moyen et long terme.

Recommandations

1. l'investissement dans l'agriculture et l'introduction d'un système d'irrigation permettront d'optimiser la production des terres agricoles toute l'année ;
2. améliorer le système de stockage des produits agricoles à courte durée de vie;
3. veiller à ce que les agriculteurs aient accès aux techniques modernes et aux chaînes d'approvisionnement du marché de leurs produits.
4. favoriser l'investissement pour l'emploi des jeunes
5. reconnaître et exploiter le potentiel positif de la jeunesse en accord avec la résolution 2250 des Nations Unies
6. identifier et renforcer les secteurs à investissements innovants